

# Couvert Forestier

La lettre de la coalition mondiale des forêts  
sur la politique forestière internationale

N° 16 / Juillet 2005

## Couvert Forestier : brève description

*Couvert Forestier*, dont voici le 16<sup>e</sup> numéro, est la lettre de la Coalition mondiale des forêts (CMF), une coalition créée par un groupe d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organisations de peuples autochtones (OPA) en vue de faciliter leur participation avisée aux réunions intergouvernementales sur les forêts. *Couvert Forestier*, qui paraît quatre fois par an, présente les comptes rendus de diverses ONG et OPA sur les plus importantes de ces rencontres, ainsi qu'un calendrier des réunions à venir. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la Coalition mondiale des forêts, de ses membres fondateurs ou de ses rédacteurs. Pour vous y abonner gratuitement, contactez Simone Lovera : [lovera1@conexion.com.py](mailto:lovera1@conexion.com.py).

## Sommaire

- **Couvert Forestier : brève description**
- **Ex Silvis : un mauvais film, une suite atroce**, Miguel Lovera, coordinateur, Coalition mondiale des forêts
- **Le FNUF 5 confirme les pires craintes**, Lambert Okrah, Institut des affaires culturelles, Ghana
- **On continue d'ignorer les peuples qui habitent les forêts**, Marcial Arias, Alliance internationale des peuples autochtones et tribaux des forêts tropicales.
- **Bien vendre la Convention sur la diversité biologique**, Sandy Gauntlett, Amis de la Terre Aotearoa/Nouvelle-Zélande
- **COFO : un regard par le trou de la serrure**, Miguel Lovera, coordinateur, Coalition mondiale des forêts
- **Ramifications : illégal n'est pas toujours synonyme de destructeur**, Anatoly Lebedev, BROC, Russie
- **ENA-FLEG : les préparatifs ministériels sont partis du bon pied**, Andrey Laletin, Amis des forêts sibériennes, Russie

- **Comptes rendus d'autres réunions sur les forêts : progrès mineurs dans les négociations sur les bois tropicaux, le G8 trahit les pauvres du monde à propos du changement climatique**

- **Calendrier de réunions sur les forêts**

## Ex Silvis : un mauvais film, une suite atroce

Miguel Lovera, coordinateur de la Coalition mondiale des forêts

Je suis sûr que vous pouvez deviner ce qui s'est passé au FNUF 5, tout comme vous avez pu prévoir le contenu de 'Terminator 2'. Vous rappelez-vous « *Hasta la vista, baby* » ? D'accord, c'était atroce.

Le scénario du FNUF 5 a eu le même caractère cauchemardesque. Les gouvernements se sont raconté des contes de fées sur un accord illusoire, avec objectifs, chronogramme et financement. Mais, dans le monde réel, nous savons que rien de tout cela ne va se matérialiser.

Le fait est que les pays en développement, où il faut atteindre les objectifs en question, ne veulent pas tomber dans le piège de toujours. Ils ne veulent plus offrir de voyages aux passagers clandestins du Nord. Ils savent qu'ils ne pourront pas atteindre leurs objectifs de croissance et supporter le poids de leur dette en se liant les mains avec les ficelles de la conservation et de la gestion, et se rendent compte que l'exploitation de leurs ressources naturelles est l'option la plus simple. C'est compréhensible. Personne ne veut se tirer une balle dans le pied.

Mais nous savons aussi que l'histoire réelle est plus compliquée que cela. Pour la plupart des gouvernements, la durabilité n'est pas une priorité. Or, la destruction des forêts a beau être une source de revenus rapide et sûre, la réalité est que la transformation des forêts en champs agricoles et en zones urbaines contribue moins que prévu à la croissance et au remboursement de la dette. La corruption et la mauvaise gestion généralisées dans les pays en développement, et le comportement

opportuniste et prédateur des pays développés, viennent renforcer ces tendances destructrices.

Telle a été, hélas, la situation pendant les dix dernières années de débats internationaux sur la politique forestière. Si un camp ou l'autre avait eu vraiment l'intention d'enrayer le déboisement et la dégradation des forêts, ils auraient déjà adopté au moins quelques-unes des mesures les plus évidentes. Il y aurait eu de nombreux développements qui auraient aidé les peuples autochtones, les communautés et autres ayants droit à gérer et protéger leurs forêts, à réduire le gaspillage et à éliminer progressivement les méthodes de production non durables. Les pays industrialisés auraient commencé à rembourser la dette écologique qu'ils ont accumulée au cours des siècles par l'exploitation prédatrice du bois et par d'autres formes de colonialisme. Or, aucune mesure solide et de longue portée n'a été mise en place. Tout a été symbolique, rien n'a été réalisé.

Mais assez de lamentations : il n'y a plus de temps à perdre. Il faut arrêter le déboisement et la dégradation des forêts, et regarder vers l'avenir. Les forums internationaux sur la politique forestière servent-ils encore à quelque chose ? Oui, mais seulement s'ils tournent la page et commencent à freiner le déboisement et la dégradation des forêts en fixant des objectifs qui soient sérieux, quantifiables et à échéance obligatoire. Une décennie s'est écoulée depuis que les pays ont affirmé leur volonté de fixer ces objectifs, au moins au niveau national. Il est grand temps qu'ils s'y mettent ! Cela fait plus de dix ans qu'ils ont promis d'apporter des fonds supplémentaires pour s'entraider à mettre en oeuvre les accords mondiaux sur les forêts. Allez-y, donateurs, sortez vos carnets de chèques et joignez l'acte à la parole !

Le Programme de travail sur la biodiversité forestière de la Convention sur la diversité biologique est une réalité juridique. Il est prêt maintenant pour être appliqué. Nul besoin d'une nouvelle péripétie de 'Terminator' en février 2006. Fixez donc ces objectifs et crachez l'argent, tout de suite ! Qu'est-ce qu'on attend ? Un autre mauvais film ?

### **Le FNUF 5 confirme les pires craintes**

*Lambert Okrah, Institut des affaires culturelles, Ghana*

La cinquième session du Forum des Nations unies sur les forêts (FNUF 5), qui s'est tenue à New York du 16 au 27 mai dernier, a été une expérience déprimante. Même les délégués, réunis pour conclure leur travail, étaient moroses, peu enthousiastes et prêts à avouer leur incertitude quant aux conclusions qu'ils allaient communiquer chez eux. Malheureusement, les résultats du FNUF

5 ont montré que ces inquiétudes étaient tout à fait justifiées. Le FNUF permettra que la destruction et la dégradation des forêts continuent avec la même intensité. En outre, il n'a pas traité des problèmes des peuples autochtones ni de la grave situation des communautés locales. En revanche, le FNUF 5 s'est concentré sur le rôle central du secteur privé : il paraît que les gouvernements sont en train de transférer aux entreprises leurs responsabilités en matière de forêts.

On est très loin de l'optimisme de 1995, moment où le Groupe intergouvernemental sur les forêts (GIF), l'avant-précurseur du FNUF, a été créé. Le mandat du GIF était de soutenir la gestion, la conservation et le développement durable des forêts en générant un consensus et des propositions d'action coordonnées. Beaucoup ont cru que cela annonçait le début d'une action concertée pour mettre fin à la destruction des forêts. Or, si le GIF a bien formulé 139 propositions d'action, le passage aux actes a été maigre. Au lieu de commencer à appliquer le plan d'action du GIF, les gouvernements ont choisi d'esquiver leurs responsabilités en lançant un deuxième tour de parlottes : le *Forum* intergouvernemental sur les forêts (FIF), qui a pris la suite des négociations jusqu'en février 2000.

Une évaluation indépendante menée par des ONG a montré que les deux instances (le GIF autant que le FIF) ont abouti à très peu de changements sur le terrain. En fait, le thème perpétuel de ces négociations a été le maintien du statu quo. Aucune stratégie de mise en oeuvre n'a été développée, aucun mécanisme financier n'a été défini. En revanche, les gouvernements ont choisi de créer une nouvelle institution de l'ONU. Le Forum intergouvernemental sur les forêts s'est donc transformé en Forum des Nations unies sur les forêts. Le FNUF était censé mettre en oeuvre les propositions d'action du GIF et du FIF, de compléter le travail en attente et de fixer des mécanismes pour le financement de la mise en oeuvre, pour le transfert de technologie et pour la formation de capacités.

Pendant les cinq années d'existence du FNUF, il a été évident pour tous que le déboisement et la dégradation des forêts continuaient d'augmenter, tandis que la situation des peuples autochtones et des communautés locales tributaires des forêts continuait de se détériorer. On constate avec tristesse que, dans certains pays, les militants pour les forêts sont encore assassinés. Les gouvernements se sont réunis chaque année, sans rien faire pour changer cet état de choses. Par contre, ils ont amélioré les capacités du secrétariat et développé des thèmes pour alimenter de nouveaux débats. Ils ont été incapables de résoudre aucun des problèmes que le GIF et le FIF avaient

laissés en attente, et leur seule décision a été de demander au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) d'augmenter sa contribution pour les forêts qui en bénéficiaient déjà. Ils ont ainsi évité de prendre une quelconque décision sur le financement de la mise en oeuvre des propositions d'action. Tout compte fait, on a du mal à comprendre pourquoi les représentants gouvernementaux continuent de voir du progrès dans leur travail, d'autant plus que beaucoup d'entre eux ont avoué, dans chacune de leurs déclarations au FNUF 5, qu'ils y avaient échoué. C'est le cas de se demander pourquoi ils ont mis cinq ans à le reconnaître.

Dès la première journée du FNUF 5, il a été clair que le seul domaine de consensus était le Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF). L'un après l'autre, les gouvernements ont applaudi les progrès effectués par le PCF. Ils ont même convenu sans sourciller d'en augmenter le financement. Bizarre... Pourquoi le PCF bénéficie-t-il de tant d'appuis au milieu d'un tel chaos ?

Eh bien, le PCF est constitué par des agences de l'ONU et par un certain nombre d'organismes intergouvernementaux qui se considèrent comme parties prenantes. Il est significatif qu'il soit présidé par la FAO, organisme qui a proposé et entrepris des projets forestiers controversés. Une bonne partie du budget de la FAO est consacré à la production de rapports sur la situation des forêts du monde et sur le rythme auquel on les détruit. Au lieu d'encourager les idées sur la manière de réduire le déboisement et la dégradation des forêts, la FAO a joué un rôle-clé dans la formulation d'une définition des forêts assez large pour inclure pratiquement n'importe quel groupe d'arbres. Cela favorise l'augmentation de la superficie officiellement considérée comme boisée, et convient à merveille aux gouvernements désireux de montrer qu'ils s'efforcent de résoudre le problème. Il n'est donc pas surprenant que la FAO récolte tant d'appuis. Malheureusement, toutes les autres questions non résolues depuis le début des négociations sur les forêts restent en souffrance. De surcroît, le nombre des ONG qui suivent le processus a diminué au point de devenir insignifiant.

Le FNUF n'a pratiquement rien réussi. Les ONG qui suivent encore les négociations sur les forêts ont été forcées de conclure que le monde serait mieux sans lui.

Pour plus d'informations visitez le site : <http://www.un.org/esa/forests>.

### **On continue d'ignorer les peuples qui habitent les forêts**

*Marcial Arias, Alliance internationale des peuples autochtones et tribaux des forêts tropicales*

D'après le site web du Forum de l'ONU sur les forêts (FNUF), *'la participation d'un grand éventail de parties prenantes concernées par les forêts est un élément-clé de l'aménagement forestier durable'*. Cette affirmation est très éloignée de la réalité du FNUF, où les gouvernements sont en train de commercialiser les terres et territoires des peuples autochtones et d'ignorer carrément leurs droits. En fait, les gouvernements sont ligüés avec les industries forestières pour usurper les territoires autochtones et y établir des monocultures. Il n'est donc pas étonnant que les peuples autochtones soient profondément pessimistes à l'égard du processus du FNUF : tel qu'il est maintenant, comment pourrait-il aboutir à un accord international qui prenne en considération les intérêts de tous les secteurs concernés par les thèmes forestiers ?

Les délégués autochtones présents à la quatrième session de l'Instance permanente des Nations unies sur les questions autochtones (UNPFII, mai 2005), ont réclamé que le FNUF redresse la barre et prenne en compte la contribution des autochtones à la mise en oeuvre des plans d'action en matière de forêts. D'autre part, ils ont réitéré que l'UNPFII devrait être invité à rejoindre le Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF), qui est censé *'favoriser une coopération et une coordination plus grandes en matière de forêts'* et qui est au centre du processus décisionnel du FNUF. Victoria Tauli-Corpuz, présidente de l'UNPFII, a réitéré ces revendications dans la réunion de haut niveau du FNUF, en affirmant que les gouvernements doivent veiller au respect des droits de l'homme, y compris ceux des peuples autochtones, dans toutes les politiques et mesures concernant la mise en oeuvre des propositions d'action, et qu'ils doivent reconnaître que les connaissances traditionnelles en matière de forêts ont une importance vitale.

Le peu d'intérêt accordé par les gouvernements aux droits des peuples autochtones a été clairement visible lors du panel organisé par l'Alliance internationale des peuples autochtones et tribaux des forêts tropicales, qui a eu lieu pendant le FNUF en tant qu'événement parallèle. Très peu de délégués gouvernementaux s'y sont rendus, alors qu'ils auraient pu le faire sans aucune difficulté. Les leaders autochtones y ont expliqué leurs inquiétudes à propos de l'afforestation, du déboisement et des monocultures d'arbres, et les rapports qui existent entre les gouvernements et les industries forestières. Ils ont signalé que les monocultures ont d'importantes conséquences sociales, économiques et culturelles pour leurs communautés ; ils ont expliqué que ces plantations changent leur mode de vie, détruisent les réserves d'eau et chassent les populations de leurs territoires. Mais on dirait que ces plaintes tombent dans l'oreille d'un sourd.

La communauté internationale ne doit pas saper les droits des peuples qui habitent les forêts. Au contraire, ces droits devraient être un élément essentiel de tous les accords internationaux futurs. Si les gouvernements n'en tiennent pas compte, ils trouveront les peuples autochtones à l'avant-garde dans la défense des quelques droits qui leur restent.

Pour des informations supplémentaires visitez les sites : <http://www.un.org/esa/socdev/unpfii> et <http://www.un.org/esa/forests>.

### **Bien vendre la Convention sur la diversité biologique**

*Sandy Gauntlett, Amis de la Terre Aotearoa / Nouvelle-Zélande*

La commercialisation de l'environnement a démarré il y a déjà beaucoup d'années mais, pour qu'elle ait le maximum d'impact, les forces du mal doivent s'infiltrer même dans les accords multilatéraux sur l'environnement et infléchir les décisions des parties aux conventions. Vous dites que ce n'est pas possible ? Eh bien, voyons. Lors de l'atelier informel sur la mise en oeuvre et l'efficacité de la Convention sur la diversité biologique (CDB) organisé à Londres par la Société royale pour la protection des oiseaux et Chatham House (du 11 au 13 mai), une oratrice invitée a parlé du besoin d'introduire des changements dans la CDB, en particulier pour que ses décisions soient fondées davantage sur des 'données appropriées' (c'est-à-dire celles de la 'science occidentale'), et pour intégrer l'industrie dans les organes mêmes de la convention. Aucune mention par contre n'a été faite du besoin de reconnaître des systèmes de connaissance alternatifs, ni du besoin de protéger la biodiversité contre la privatisation. Bien sûr, je dois souligner que les organisateurs n'étaient pas du tout responsables du discours de droite qui sortait de la bouche de cette femme. Elle a été critiquée au cours de l'atelier par beaucoup de personnes présentes qui ne lui ont pas laissé de doutes sur leur sentiment. J'étais inquiet en quittant l'atelier, mais satisfait que nous ayons répondu à ce que je voyais comme une attitude naïve plutôt que délibérée.

Ensuite, il y a eu la réunion du Groupe de travail spécial sur les aires protégées, du 11 au 17 juin, à Montecatini, en Italie. Les documents d'information préparés par le secrétariat reflétaient ces mêmes attitudes conservatrices présentes à Londres, et que j'avais attribuées à de la naïveté. En fait, c'était peut-être moi qui étais naïf. Dans ces documents il n'y avait presque aucune référence aux droits, aux systèmes de connaissances ni aux cultures des peuples autochtones. C'était assez mauvais, mais encore attribuable à de l'inadvertance.

Pourtant, le document sur les aires marines protégées situées au-delà des limites de la juridiction nationale contenait un paragraphe qui demandait, entre autres, que l'entretien de ces aires protégées soit financé par les industries extractives. Il y a sûrement une limite aux coïncidences...

Le Forum autochtone a consacré chaque moment disponible du week-end à vérifier tous les documents et à préparer des insertions destinées à rectifier ces 'inadvertances'. Nous avons réussi à introduire dans plusieurs paragraphes des références à la consultation, au consentement préalable et avisé, etc., quoique ces amendements aient été par la suite très affaiblis lors de la session finale de la rencontre, par les soins du Canada et de la Nouvelle-Zélande. De même, nous nous sommes élevés contre la participation des industries extractives dans les aires protégées marines, comme l'ont fait le Mexique et le Guatemala. Ce qui nous a abasourdis à cette première session, c'est l'absence de contribution des ONG les plus importantes ; il est pourtant vrai que Greenpeace a réussi par la suite à améliorer le texte incriminé.

Quelle impression d'ensemble m'ont laissée ces deux rencontres ? D'abord, je perçois que la CDB (ou du moins quelques membres de son personnel) glisse vers la droite. Nous savons tous que les documents d'information préparés par le secrétariat pèsent beaucoup sur les décisions finales des parties, et qu'ils marquent effectivement le ton du débat. Nous (la société civile), nous avons beaucoup à faire pour combattre cette nouvelle tendance, et nous devons le faire là où cela aura le plus d'impact. Car, malgré ce changement d'attitude du secrétariat de la CDB, ce sont les parties qui décident ce qui est approuvé et ce qui ne l'est pas ; c'est donc sur elles que nous devons agir. En particulier, nous devons nous centrer sur les partis politiques là où il y a des élections en vue. Rien ne stimule autant un politicien que la possibilité de perdre son travail. Nous devons organiser une conférence juste avant la prochaine CoP, centrée sur les documents d'information et sur les décisions adoptées à des réunions diverses qui révèlent un glissement vers la droite et vers le néolibéralisme des approches de la conservation de la biodiversité. Nous devons le faire dans le but de capter l'attention des médias du monde, et nous assurer de produire un message non équivoque sur ces tendances. Nous devons faire en sorte que les Parties se sentent fortement poussées à ne pas accepter des résolutions ou des formulations qui seront perçues comme autorisant les industries à s'emparer d'une partie encore plus grande du gâteau. Si nous y parvenons, nous devrons aussi réclamer la démission de la ou les personnes qui

préparent les documents les plus orientés à droite. Nous devons insister sur la consultation préalable des parties prenantes et des peuples autochtones.

Le problème réside peut-être, en partie, en nous mêmes et en notre insécurité à propos de notre capacité à 'vendre' la Convention. Si tel est le cas, permettez-moi d'affirmer que, de leur côté, les industriels n'auront pas ce genre de scrupules. Eux, ils réussiront à vendre la Convention. Malheureusement, ils vendront aussi une quantité bien plus grande de ces ressources que la Convention entend protéger.

*Pour plus d'informations, visitez le site :*

<http://www.biodiv.org/meeting>.

### **COFO : un regard par le trou de la serrure**

*Miguel Lovera, Coalition mondiale des forêts*

La dix-septième session du Comité sur la foresterie de la FAO (COFO XVII, du 15 au 19 mars, à Rome) a été en quelque sorte un non-événement. Sur les quelque 300 participants, beaucoup ont eu l'impression que les gouvernements laissaient tout en suspens en attendant les résultats du FNUF 5. En particulier, les donateurs rechignaient à engager des ressources supplémentaires sans savoir quelles décisions seraient prises en mai.

Avant le COFO, le département forestier de la FAO avait organisé une réunion de consultation avec les groupes principaux. Comme d'habitude, les représentants avaient été triés sur le volet par la FAO, laissant absolument de côté les mécanismes d'auto-sélection autonomes de plusieurs groupes. Wangari Maathai, prix Nobel de la Paix 2004, et le Premier ministre de la Finlande, Matti Vanhanen, ont assisté à la séance d'ouverture. Tandis que Wangari a exhorté les gouvernements à financer un fonds anti-corruption, Matti s'est centré sur l'attitude excessivement critique des ONG et sur les bienfaits du modèle forestier finnois. Jusque-là, pas de surprises : nous nous attendions à de telles différences.

Le point suivant du programme était la présentation du rapport annuel de la FAO sur la situation des forêts du monde (SOFO 2005). Ce document persiste à donner l'idée trompeuse que la situation des forêts est en train de s'améliorer. Il exagère les bénéfices économiques possibles qui découleraient du marché du carbone et des services environnementaux. Il minimise les effets négatifs de la privatisation des forêts pour les communautés, qui voient comment leurs moyens de vie sont vendus aux investisseurs commerciaux par les gouvernements.

Un trait marquant du SOFO 2005 est le soutien qu'il apporte aux mécanismes du marché. Il insiste sur les aspects commercialisables des forêts : si

ceux-ci pouvaient être mis sur le marché, il y aurait des bénéficiaires « pour tous ». En particulier, il met fortement l'accent sur la création de marchés pour les services environnementaux et le piégeage de carbone, qui sont présentés comme des opportunités commerciales dont les pauvres pourraient également profiter. Mais comme le montrent bien les conclusions présentées dans *The New Merchants: Life as Commodity* (GFC, 2005), il est rare que les populations et les petits protagonistes tirent avantage de la vente de leurs ressources naturelles.

Les commissions forestières régionales ont informé sur leurs activités. En peu de mots, elles ont demandé que la FAO intervienne davantage au sujet des espèces envahissantes, des incendies de forêt, de l'atténuation de la pauvreté, de l'évaluation et – il fallait s'y attendre – de l'assistance technique et financière pour l'établissement de plantations d'arbres. Les Objectifs de développement du Millénaire étaient aussi au programme. La FAO avait préparé un document qui passe en revue les différentes manières dont les forêts et la foresterie pourraient contribuer à atteindre ces objectifs, et qui est très intéressant, sauf qu'il omet d'expliquer les causes sous-jacentes qui empêchent d'appliquer les solutions proposées.

La question des conflits armés et des forêts est encore un thème qui a porté. Le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) et le Réseau européen de recherche sur la forêt tropicale (ETFRN) ont préparé un séminaire particulièrement intéressant. Là au moins, nous avons trouvé des gens disposés à considérer les causes sous-jacentes de ces conflits, et à reconnaître l'importance de les résoudre et de laisser en paix les habitants des forêts. Il s'agit d'une question que nous devrions examiner avec beaucoup plus d'attention.

*Pour plus d'informations, visitez les sites :*

<http://www.fao.org/forestry> ; le matériel présenté au séminaire du CIFOR est disponible sur :

<http://www.etfrn.org>.

### **Ramifications : illégal n'est pas toujours synonyme de destructeur**

*Anatoly Lebedev, Bureau for Regional Outreach Campaigns – BROCC, Vladivostok, Russie*

L'extraction forestière illégale se répand rapidement, contribuant à l'escalade de la violence et des conflits sociaux, surtout à des points névralgiques tels que l'Indonésie, le Brésil, le Bassin du Congo, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Russie et le Cambodge. Cette exploitation fait en général d'immenses dégâts dans les forêts et au sein des communautés autochtones, et coûte aux gouvernements des milliards de dollars en impôts non perçus. En outre, les grands volumes de bois

illicitement récolté déversés sur le marché mondial font tomber les prix des produits dérivés, désavantageant les entreprises qui respectent les priorités environnementales et sociales. Les gouvernements ont pris des engagements importants pour oeuvrer de concert à combattre le commerce du bois illégal, mais les entreprises concernées par l'industrie des produits forestiers n'ont pas encore participé à ces discussions. Néanmoins, certaines d'entre elles ont pris des mesures significatives pour s'assurer que leurs provisions de bois proviennent de sources gérées de façon responsable et de fournisseurs autorisés.

Il est donc évident que les leaders commerciaux pourraient travailler plus étroitement avec les scientifiques, les écologistes, les communautés et les gouvernements pour faire face au défi de la coupe illégale. Tel était le propos du TFD (*The Forests Dialogue*), conçu indépendamment en 1999 par le Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD), la Banque mondiale et l'Institut des ressources mondiales (WRI), avec l'appui de l'université de Yale, USA.

À la réunion du TFD sur l'exploitation forestière illégale qui s'est tenue à Hong-Kong du 7 au 10 mars, l'attention s'est centrée, avec raison, sur les problèmes de l'Indonésie. Dans cette région du monde, le commerce de bois illégal est pratiquement endémique, comme il a été démontré dans un documentaire scandaleux tourné par Telapak, qui dénonce ces activités commerciales, centrées à Hong-Kong et en Indonésie, dans lesquelles sont impliquées l'armée indonésienne et des entreprises chinoises. Le plus important a été que ce film vidéo (enregistré surtout avec une caméra cachée) a provoqué une réponse immédiate de la part d'un haut fonctionnaire de l'Administration forestière chinoise, lequel a promis de lancer une enquête judiciaire sur la base des informations présentées.

La Russie est elle aussi considérablement impliquée dans le commerce de bois illégal. Les forêts russes sont très mal gérées. On peut même dire que, ces dernières années, le gouvernement semble avoir fait de son mieux pour détruire le système d'aménagement forestier et la législation correspondante. De surcroît, il n'y a eu pratiquement pas de participants russes autorisés, suffisamment formés et parlant l'anglais aux dernières discussions intergouvernementales, internationales et régionales sur les forêts et le commerce du bois. Cette situation peut rendre presque impossible de se mobiliser en faveur d'un changement.

Un autre aspect de l'extraction illégale de bois dans l'Extrême-Orient de la Russie, qui mérite une attention particulière, concerne les impacts et les influences de cette activité sur l'économie et sur la

société. En Russie, nous avons fini par comprendre, à travers nos campagnes contre la coupe illicite, qu'il s'agit là, pour beaucoup de communautés forestières, d'une expression de leur peu de respect et de leur méfiance à l'égard des gouvernements et des législatures, qui collectent des impôts sans qu'on en voie les retours au niveau communautaire. Or ces communautés voient autrement les activités forestières : elles prennent soin de leurs infrastructures, font un bon usage local des revenus de la forêt et, en même temps, préservent les écosystèmes par l'application de techniques sélectives. Ainsi, la récolte illégale de bois n'est pas du tout un problème au niveau des villages pauvres de la Taïga. Ce sont les grandes opérations commerciales qui détruisent les forêts russes par l'exploitation illégale.

J'ai été étonné d'apprendre que beaucoup de représentants européens et asiatiques de l'industrie du bois et d'organisations associées voulaient combattre ces petits entrepreneurs de la Russie extrême-orientale, en qui nous avons confiance et avec lesquels nous travaillons, en dépit de leur participation à l'extraction illégale. Il convient parfois de fermer les yeux sur certains aspects sociaux et environnementaux de faible portée, pour sauver les forêts à long terme, d'autant plus que la communauté internationale n'a pas encore réussi à trouver une manière efficace d'arrêter la coupe illégale à des endroits où elle fait des ravages, en Indonésie par exemple. Je pense que la situation est semblable à celle du trafic de la drogue. Il est facile de commettre l'erreur de canaliser sans arrêt des fonds vers la surveillance et l'analyse ; le résultat peut être que, malgré tout le travail et les efforts des gouvernements et des ONG, cela contribue en fait à perpétuer le problème.

Néanmoins, le TFD de mars a réussi à faire prendre conscience aux chefs d'entreprise et à la société civile de la gravité de la récolte illégale de bois, en leur présentant un tableau détaillé de ses causes et ses impacts, en particulier en Asie. En outre, nous avons trouvé au moins quelques solutions pratiques, confirmées par l'expérience et d'un bon rapport coût-performance, pour travailler ensemble à l'avenir.

Pour des informations supplémentaires visitez le site : <http://www.theforestdialogue.org>.

### **ENA-FLEG : les préparatifs ministériels sont partis du bon pied**

*Andrey Laletin, Amis des forêts sibériennes, Russie*

La conférence préparatoire sur l'application des législations forestières et de la gouvernance (FLEG) en Europe et en Asie du Nord (ENA), qui s'est tenue à Moscou du 6 au 8 juin, a rassemblé 130 participants de 32 pays en représentation des

gouvernements, des organisations non gouvernementales, de l'industrie et d'autres organisations internationales. L'objectif principal de cette conférence préparatoire était d'assembler les éléments de base pour la conférence ministérielle qui aura lieu à Saint-Petersbourg du 22 au 25 novembre. Les représentants de la société civile ont été agréablement surpris de voir que le processus pour l'identification des thèmes et l'établissement des priorités était beaucoup plus participatif que beaucoup d'entre eux ne l'avaient espéré au départ. Plusieurs d'entre nous venions de passer une quinzaine décevante à New York, où le FNUF 5 avait très peu avancé. A Moscou pourtant, l'esprit était différent, et les représentants des gouvernements et ceux de la société civile ont pu travailler en coopération. Il n'y avait pas les discriminations habituelles dans les réunions de l'ONU, et l'excellent travail d'animation de Jurgen Blaser (Suisse) et Jag Maini (Canada) a contribué lui aussi au succès de la rencontre.

Les représentants de la société civile ont été désignés par eux-mêmes, avec l'aide de l'UICN-Russie. Ils se sont réunis à l'avance pour examiner les points thématiques que le comité de pilotage de l'ENA-FLEG avait choisis pour le programme de la conférence préparatoire, et qui étaient les suivants : les information et la transparence ; les institutions, la législation et l'application des lois ; l'entreprise et l'aménagement forestier ; la gouvernance des forêts et les moyens de subsistance. À partir de cette activité préparatoire, les délégués de la société civile sont intervenus dans les groupes thématiques et régionaux constitués pendant la conférence. Ainsi, la participation de la société civile a été effective, cohérente et très importante pour le processus qui a abouti à la rédaction, l'avant-dernière soirée, d'un 'document de thèmes consolidés'. L'inclusion au processus de tous les intéressés qui souhaitaient y participer a été un avantage supplémentaire et inattendu, en particulier parce que cela a permis d'éviter que la Russie propose son propre document conceptuel comme point de départ du document sur les thèmes consolidés. Les efforts de la Russie dans ce sens révélaient son intention de 's'approprier' l'ENA-FLEG, ce qui aurait représenté un danger pour les objectifs de bien d'autres parties prenantes.

Le panel des parties prenantes qui a eu lieu le premier jour de la conférence préparatoire a été encore un événement réussi. Les participants se sont penchés, entre autres, sur la campagne 'Fair Wood' du Japon, qui vise à éliminer du marché les produits de bois illicitement récolté ou obtenu de façon non durable, le rôle des gouvernements en tant que principaux propriétaires et consommateurs des ressources forestières, et le

besoin de définir des politiques publiques d'approvisionnement.

Il a été décidé que le secrétariat et le comité de pilotage international rédigeront un projet de déclaration avant novembre, et que celui-ci sera soumis à l'examen du public et aux processus consultatifs gouvernementaux en août et septembre. Les représentants de la société civile ont convenu entre eux qu'il fallait échanger des informations, faire pression sur les gouvernements nationaux et élaborer un document de position conjoint. Ils ont dressé la liste des tâches à compléter entre juin et novembre, et repris les principales remarques et recommandations dans une déclaration de la société civile où il est souligné qu'un bon processus de préparation incluant toutes les parties prenantes contribuera à améliorer la qualité et la crédibilité des conférences ministérielles. Il faut également disposer d'un flux permanent et transparent d'informations et de financement, et établir un chronogramme réaliste pour obtenir la participation des intéressés. On y lit également que la société civile espère travailler avec les gouvernements à la définition et au lancement de processus préparatoires nationaux et, au plan international, à la clarification de mesures pour la participation des parties prenantes à la conférence ministérielle et à la préparation de la documentation préliminaire.

Il serait excellent que la conférence ministérielle puisse maintenir l'esprit de coopération développé au cours de cet événement. La qualité de la déclaration ministérielle et de la liste des actions à mener y gagnerait considérablement, ainsi que la possibilité de mettre ces actions en oeuvre de manière coopérative.

### **Comptes rendus d'autres réunions sur les forêts**

#### **Progrès mineurs dans les négociations sur les bois tropicaux**

La troisième partie de la Conférence des Nations unies pour la négociation d'un accord destiné à succéder à l'accord international de 1994 sur les bois tropicaux, qui s'est tenue du 27 juin au 1er juillet à Genève, n'a pas avancé de façon significative sur les points les plus importants. Comme prévu, la question la plus controversée a été le financement, et surtout une proposition de contributions obligatoires pour les travaux de politiques. La conférence se réunira de nouveau du 26 au 30 janvier 2006, un peu moins d'un an avant l'expiration de l'accord actuel.

#### **Le G8 trahit les pauvres du monde à propos du changement climatique**

Les médias ne parlaient que de deux thèmes : la pauvreté en Afrique et le changement climatique.

Pourtant, les gouvernements du G8 qui se sont réunis en Écosse du 6 au 8 juillet sont restés impassibles devant la mobilisation de centaines de milliers de citoyens et de douzaines de célébrités. De surcroît, ils n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur aucune mesure réelle et efficace pour s'attaquer à l'une des pires menaces qui planent sur le monde, et qui aura des conséquences très graves pour les plus pauvres, y compris en Afrique : le changement climatique. La déforestation en est en même temps la conséquence et la cause. Le G8 s'est contenté d'inviter les pays en développement les plus grands à discuter encore une fois sur les changements climatiques, en dépit du fait que ces mêmes pays avaient déjà signalé, avec raison, que c'est au G8 d'en prendre l'initiative. Les huit pays industrialisés les plus grands, qui possèdent à peine 13 % de la population du monde, sont responsables de plus de 45% du total des émissions.

Parallèlement, les réunions des organes subsidiaires de la convention-cadre de l'ONU sur le changement climatique, qui ont eu lieu du 16 au 27 mai à Bonn, Allemagne, n'ont pas marqué, elles non plus, de progrès significatifs vers l'établissement d'un régime efficace pour enrayer le changement climatique. On craint déjà que la 11<sup>e</sup> Conférence des parties à la Convention sur le climat et la 1<sup>e</sup> réunion des parties au Protocole de Kyoto, fixées pour décembre 2005, ne soient qu'une énorme foire commerciale pour les entreprises pétrolières et autres pollueurs pressés d'acheter des crédits carbone bon marché.

Pour plus d'informations visitez le site : <http://unfccc.int>.

### Calendrier de réunions sur les forêts

Pour plus d'informations sur les rencontres intergouvernementales visitez le site : <http://www.iisd.ca/linkages>.

- Le Groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation de la mise en oeuvre du programme de travail sur la diversité biologique des forêts se réunira du 25 au 29 juillet à Bonn, Allemagne. Pour plus d'informations visitez le site : <http://www.biodiv.org/meeting>.
- Le Groupe d'experts techniques sur la revue de la mise en oeuvre de la Convention sur la diversité biologique se réunira du 5 au 9 septembre 2005 à Montréal, Canada. Voir aussi le rapport de Sandy Gauntlett. Pour plus d'informations visitez le site : <http://www.biodiv.org/meeting>.
- La Réunion de haut niveau sur le suivi des conclusions du Sommet du Millénaire se tiendra du 14 au 16 septembre à New York, États-Unis. Pour plus d'informations visitez le site : <http://www.un.org/events/index.html>.

- La septième Conférence des Parties à la Convention de lutte contre la désertification aura lieu du 17 au 28 octobre à Nairobi, Kenya. Pour plus d'informations visitez le site : <http://www.unccd.int>.

- La trente-neuvième session du Conseil international des bois tropicaux se tiendra du 7 au 12 novembre à Yokohama, Japon. Pour plus d'informations visitez le site : <http://www.itto.or.jp>.

- La Conférence ministérielle sur l'application des législations forestières et de la gouvernance en Europe et en Asie du Nord aura lieu du 22 au 25 novembre à Saint-Petersbourg, Russie. Voir aussi les rapports d'Anatoly Lebedev et Andrei Laletin. Pour plus d'informations visitez le site : <http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/ardext.nsf/14ByDocName/ForestGovernanceProgramEuropeandNorthAsiaForestLawEnforcementandGovernance>.

- La onzième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, technologiques et techniques de la Convention sur la diversité biologique se tiendra du 28 novembre au 2 décembre à Montréal, Canada. Pour plus d'informations visitez le site : <http://www.biodiv.org/meetings>.

- La première réunion des parties au Protocole de Kyoto et la onzième session de la Conférence des parties à la Convention cadre sur le changement climatique aura lieu du 28 novembre au 9 décembre à Montréal, Canada. Pour plus d'informations visitez le site : <http://unfccc.int>.

- La sixième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce se tiendra du 13 au 18 décembre à Hong-Kong. Pour plus d'informations, visitez le site : <http://www.wto.org>.

### Comité de rédaction :

- Simone Lovera, Friends of the Earth International
- Larry Lohmann, The Corner House, Royaume-Uni
- Ricardo Carrere, Mouvement mondial pour les forêts tropicales
- Sandy Gauntlett, Pacific Indigenous Peoples Environment Coalition, Aotearoa/Nouvelle-Zélande
- Andrei Laletin, Amis des Forêts sibériennes, Russie
- Ronnie Hall, Royaume-Uni

Cette lettre a été publiée grâce au soutien financier de l'Institut néerlandais de coopération.